



SOMMAIRE

Conjoncture

- Les créations d'emplois demeurent solides malgré le variant Omicron
- L'inflation atteint un nouveau record historique
- Les coûts de financement augmentent sur les marchés de court terme

Politiques macroéconomiques

- La Chambre des représentants adopte le budget de l'année fiscale 2022
- Le recul de la concurrence sur le marché du travail aurait pénalisé l'économie américaine

Services financiers

- La Maison-Blanche publie un décret sur les crypto-actifs et les monnaies numériques de banque centrale
- La SEC et le Congrès proposent de renforcer la transparence en matière d'incident cyber
- Plusieurs institutions financières annoncent l'arrêt de leurs opérations en Russie

Brèves

CONJONCTURE

Les créations d'emplois demeurent solides malgré le variant Omicron

Le [rapport](#) mensuel du *Bureau of Labor Statistics* (BLS) sur la situation de l'emploi fait état de 678 000 créations nettes d'emplois en février, un niveau supérieur aux attentes du marché (440 000). Les créations ont en outre été révisées à la hausse pour janvier (+14 000) et décembre (+78 000), soit 481 000 et 588 000 en niveau.

Les emplois créés sont concentrés dans les services, notamment les loisirs et le tourisme (+179 000), les services aux entreprises (*professional and business services*, +95 000), les soins de santé (+64 000), la construction (+60 000) et le transport et l'entreposage (+48 000). Le taux de chômage s'est établi à 3,8 % (-0,2 point par rapport à janvier), soit +0,3 point plus haut que le niveau d'avant-crise (février 2020). Le taux d'emploi a augmenté de +0,2 point, à 59,9 %, et le taux d'activité de +0,1

point, à 62,3 %. Ils sont respectivement -1,3 point et -1,1 point en-deçà des niveaux d'avant-crise.

L'inflation atteint un nouveau record historique

L'[indice](#) des prix à la consommation (IPC) a progressé de 0,8 % au mois de février selon le BLS (+0,6 % en décembre) et la composante sous-jacente (hors alimentation et énergie) de +0,5 %. Les prix de l'énergie et de l'alimentation ont connu une forte accélération (+3,5 % après +0,9 % en février et janvier pour l'énergie et +1,0 % après 0,9 % en janvier et +0,5 % en décembre pour l'alimentation).

Sur douze mois glissants, l'inflation s'est établie à 7,9 % (+0,4 point par rapport au mois précédent) et sa composante sous-jacente à 6,4 % (+0,4 point), atteignant son plus haut niveau depuis janvier 1982. En glissement annuel, le prix de l'énergie a augmenté de 25,6 % et celui de

l'alimentation de 7,9%. La composante sous-jacente est principalement tirée par les prix des voitures neuves (+12,4 %) et d'occasion (+41,2 %) ainsi que des marchandises hors alimentation et énergie (+12,3 %).

Les coûts de financement augmentent sur les marchés de court terme

Les taux des billets de trésorerie (*commercial papers*) émis par des entreprises américaines ont enregistré une hausse au cours des derniers jours,

traduisant une augmentation de l'aversion au risque de la part des prêteurs dans le contexte de la crise ukrainienne.

Les taux des *commercial papers* émis par des entreprises non financières notées au moins AA à 90 jours ont atteint 0,83 % le 7 mars, contre une moyenne de 0,07 % en 2021 et de 0,58 % en 2020. Une hausse d'ampleur équivalente est constatée sur les émissions de court terme des entreprises financières ayant la même notation.

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

La Chambre des représentants adopte le budget de l'année fiscale 2022

La Chambre des représentants a adopté le 9 mars une proposition de budget pour l'année fiscale 2022. Le budget prévoit 730 Md USD de dépenses non-militaires, en progression de +6,7 % par rapport au budget précédent, et 782 Md USD de dépenses militaires, en hausse de +5,6 %. Le budget comprend, par ailleurs, 13,6 Md USD de dépenses militaires et d'aide humanitaire pour l'Ukraine (contre 10 Md USD demandés par la Maison-Blanche). Le texte doit désormais être discuté au Sénat.

Sous-commissions (Md USD)	Budget 2021	Budget 2022 Chambre
Agriculture	23,9	25,1
Commerce-Justice-Science	71,5	75,8
Défense*	627,2	728,5
Énergie et ressources naturelles	49,6	55,0
Services financiers	24,6	25,5
Sécurité intérieure	50,7	57,5
Intérieure et environnement	36,8	38,0
Travail - santé - éducation	182,9	213,6
Législation	5,3	5,9
Construction militaire et anciens combattants	102,6	127,6
Affaires étrangères	47,9	56,1
Transport	75,9	81,0
Suppléments (dont l'Ukraine)		22,4
Total	1298,9**	1512,0

* La dépense militaire s'élève à 696,0 Md USD en incluant 68,7 Md USD d'*Overseas Contingency Operations*.

** À cette dépense discrétionnaire s'ajoutent d'autres mesures à hauteur de 77 Md USD.

La Chambre a aussi voté pour la prolongation du budget provisoire, qui devait expirer le 11 mars, jusqu'au 15 mars afin d'éviter un arrêt des activités gouvernementales non-essentiels (*shutdown*). En effet, les sénateurs républicains ont souhaité attendre l'issue de l'évaluation du coût et des effets sur l'inflation par le *Congressional Budget Office* (CBO), organe d'évaluation budgétaire rattaché au Congrès, pour procéder au vote du budget.

Le recul de la concurrence sur le marché du travail aurait pénalisé l'économie américaine

Selon un rapport du Trésor publié le 7 mars, la concurrence sur le marché du travail aurait diminué sous l'effet de la concentration, des pratiques anti-concurrentielles et des frictions sur le marché du travail. Ceci aurait des répercussions néfastes pour l'économie : (i) les salaires auraient évolué moins vite que les gains de productivité ; (ii) ce manque de concurrence aurait baissé les salaires de 20 % par rapport à une situation de pleine concurrence, réduisant ainsi la part de la rémunération du travail dans le partage de la valeur ajoutée ; et (iii) les employeurs auraient profité de leur pouvoir de marché plus important pour transmettre des coûts et imposer des règles anti-concurrentielles (par ex. clause de non-concurrence, ou obligation de statut d'indépendant).

Ce rapport s'inscrit dans le cadre d'un décret présidentiel publié le 9 juillet 2021 qui visait à promouvoir la concurrence dans l'économie

américaine. Dans ce cadre, de nombreuses autres analyses sont en cours. En particulier, le ministère de la Justice et la *Federal Trade Commission* (FTC) se sont engagés à lutter contre les pratiques anti-concurrentielles et à renforcer la supervision des fusions et acquisitions. L'administration Biden appelle par ailleurs le Congrès à relever le salaire minimum et à

favoriser la formation des organisations syndicales afin de renforcer le pouvoir de négociations à travers notamment la loi « *Protecting the Right to Organize Action* ». Celle-ci, adoptée (225-206) à la Chambre des représentants le 3 septembre 2021, est en examen au Sénat.

SERVICES FINANCIERS

La Maison-Blanche publie un décret sur les crypto-actifs et les monnaies numériques de banque centrale

La Maison-Blanche a [publié](#) mercredi 9 mars un décret présidentiel (*executive order*) attendu concernant la réglementation des crypto-actifs et le développement d'une monnaie numérique de banque centrale (CBDC), qui vise à coordonner l'action des agences fédérales autour de plusieurs orientations générales.

D'abord, le décret vise à mieux encadrer les risques liés aux crypto-actifs. Il est notamment demandé au *Treasury* de proposer des mesures visant à renforcer la protection des consommateurs. Il est également demandé au *Financial Stability Oversight Council* (FSOC), instance de coordination des régulateurs, d'identifier les risques pour la stabilité financière et de proposer des mesures adaptées.

Ensuite, la Maison-Blanche souhaite encourager le leadership des États-Unis concernant le développement du secteur des crypto-actifs et l'innovation, et enjoint à plusieurs services gouvernementaux de proposer une stratégie et des mesures à cette fin.

Enfin, il est recommandé à la Fed de poursuivre ses travaux de recherche sur la création d'une monnaie numérique de banque centrale. Le *Treasury* et le ministère de la Justice doivent établir des rapports et recommandations concernant respectivement (i) l'avenir de la monnaie et des paiements et (ii) les enjeux juridiques liés au développement d'une CBDC aux États-Unis.

Plusieurs sociétés du secteur des crypto-actifs ont salué l'approche de la Maison-Blanche et

l'accent mis sur l'opportunité que constituent les crypto-actifs pour l'économie américaine.

La SEC et le Congrès proposent de renforcer la transparence en matière d'incident cyber

La *Securities and Exchange Commission* (SEC), le régulateur des marchés financiers, a [publié](#) le 8 mars une proposition de règle visant à renforcer les exigences de communication des sociétés cotées s'agissant des incidents de cybersécurité et leurs politiques de gestion des risques cyber.

La règle prévoit notamment que les sociétés cotées devront communiquer à la SEC tout incident de cybersécurité significatif (*material*) affectant leurs réseaux dans un délai de quatre jours ouvrables après sa découverte. Elles devront également détailler, dans leurs rapports annuels et trimestriels, les conséquences des incidents de cybersécurité survenus lors de la période. La règle prévoit aussi que les sociétés cotées présentent dans leurs rapports annuels leurs politiques de gestion des risques cyber.

Par ailleurs, le Sénat a adopté le 2 mars, à l'unanimité, une [proposition de loi](#) bipartisanne sur le sujet. Ce texte imposerait aux entreprises opérant dans des secteurs critiques des exigences de communication renforcée concernant les incidents cyber, incluant les secteurs financier et bancaire, sous le contrôle de la *Cybersecurity and Infrastructure Security Agency*, agence chargée de la coordination nationale en matière de cybersécurité.

Plusieurs institutions financières annoncent l'arrêt de leurs opérations en Russie

Plusieurs institutions financières américaines ont annoncé cette semaine l'interruption de leurs opérations en Russie à la suite des sanctions prononcées face à l'invasion de l'Ukraine.

Dans le secteur des paiements, [Mastercard](#), [Visa](#) et [American Express](#) ont annoncé les 5 et 6 mars la suspension de leurs opérations en Russie. En conséquence, les cartes émises à l'étranger par ces sociétés ne pourront plus fonctionner sur le territoire russe. En revanche, les cartes émises par des banques russes continueront à fonctionner sur le territoire russe, car elles dépendent d'une infrastructure de réseau nationale. [Western Union](#) a également suspendu ses opérations en Russie et en Biélorussie.

[JP Morgan](#) et [Goldman Sachs](#), respectivement 1^{ère} et 5^{ème} banque américaine par la taille du bilan, ont annoncé le 10 mars leur intention de mettre un terme à leurs opérations en Russie.

Plusieurs sociétés spécialisées dans les crypto-actifs ont par ailleurs annoncé des mesures pour se mettre en conformité avec les sanctions américaines. La plateforme [Coinbase](#) a notamment indiqué le 6 mars le blocage de 25 000 portefeuilles liés à des utilisateurs russes soupçonnés de prendre part à des activités illicites.

Le 7 mars, le *Financial Crimes Enforcement Network* (FinCEN), agence chargée de la lutte contre la criminalité financière, a [publié](#) une alerte appelant toutes les institutions financières, notamment les plateformes de crypto-actifs, à faire preuve de vigilance face aux risques de contournement des sanctions.

BREVES

- La loi portant adoption du budget fédéral pour l'année fiscale 2022 [adoptée](#) le 9 mars par la Chambre des représentants (cf. supra) comprend, parmi ses dispositions, une mesure visant à faciliter la transformation des prêts et produits dérivés indexés sur le LIBOR USD, dont les taux cesseront d'être calculés à compter du 30 juin 2023. Cette mesure avait déjà été [adoptée](#) par la Chambre des représentants en décembre. Elle doit désormais être soumise au vote du Sénat.
- Les représentants Josh Gottheimer (D-New Jersey) et Trey Hollingsworth (R-Indiana) ont écrit le 3 mars à la Secrétaire au Trésor pour l'alerter sur le manque de transparence de Tether, stablecoin indexé sur le dollar américain. Ils lui demandent de collecter des informations sur la composition de ses réserves, ainsi que sur les droits des porteurs de jetons et sur les dispositifs de maîtrise des risques mis en place. Leur lettre, obtenue par Politico, n'a pas été rendue publique.
- Le ministère de la justice a [annoncé](#) la nomination de Kevin Chambers au poste de directeur de la lutte contre la fraude liée au Covid-19. Cette nomination intervient en même temps que le résultat d'une enquête révélant plus de 8 Md USD de fraude présumée liée aux programmes d'indemnité chômage lié à la pandémie dans le cadre du CARES Act.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique pour les États-Unis
Rédacteurs : Dominique Chaubon, Raphaël Lee, Thibaut Houriez, Galina Natchev
Revu par : May Gicquel
Pour s'abonner : afws@dgtresor.gouv.fr
Crédits photo : [@Pexels](#)